



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/CONF.130/PC/INF/13
24 avril 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE
INTERNATIONALE SUR LA RELATION ENTRE
LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT
New York, 2-13 juin 1986

DEPENSES MILITAIRES ET DEVELOPPEMENT

Contribution de M. Augusto Varas de la Facultad latino-américaine de ciencias sociales (FLACSO)

INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 40/155 du 16 décembre 1985, l'Assemblée générale a approuvé le rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement 1/, aux paragraphes 19 et 20 duquel le Secrétaire général de la Conférence a été prié notamment de mettre à jour les documents existants, d'établir des documents d'information et des bibliographies, de rassembler des informations et analyses se rapportant aux travaux de la Conférence, y compris de brefs aperçus pour chacun des trois points de fond de l'ordre du jour. Ces aperçus ont déjà été publiés comme documents d'information sous les cotes A/CONF.130/PC/INF/3 à 8.
2. En outre, il est dit au paragraphe 20 de ce rapport qu'"il pourrait s'avérer également nécessaire d'établir un certain nombre d'autres documents. A cette fin, le Secrétaire général de la Conférence devrait utiliser pleinement les services du système des Nations Unies et devrait être en outre autorisé à consulter des experts renommés dans ce domaine". Il convient également de noter que, d'après l'état des incidences présenté par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sous la cote A/C.5/40/52, "environ cinq mémoires devraient être établis".
3. C'est à ce titre que le Secrétaire général de la Conférence a invité, après consultation avec les membres du Bureau, M. Augusto Varas de la Facultad latino-américaine de ciencias sociales (FLACSO) à établir en son nom propre un exposé sur les dépenses militaires et le développement, dont on trouvera le texte ci-après. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'auteur.

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session,
Supplément No 51 (A/40/51).

Annexe

DEPENSES MILITAIRES ET DEVELOPPEMENT

Par M. Augusto Varas de la Facultad latino-americaine
de ciencias sociales (FLACSO)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. GENERALITES	1 - 7	3
II. ASPECTS DE LA MILITARISATION DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	8 - 23	4
A. Personnel militaire	11 - 14	6
B. Importations d'armes	15 - 17	6
C. Industries militaires	18 - 23	7
III. INCIDENCES DES DEPENSES MILITAIRES SUR LE PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT	24 - 39	8
IV. DESARMEMENT ET DEVELOPPEMENT : OBSERVATIONS FINALES	40 - 55	15
APPENDICE METHODOLOGIQUE		21

I. GENERALITES

1. On considère généralement que l'analyse des raisons et des conséquences des dépenses militaires en économie et en politique procède de points de vue antagonistes. Il est toutefois nécessaire d'aborder le problème sous un angle interdisciplinaire pour pouvoir examiner les répercussions des dépenses militaires sur le processus du développement, car les enjeux sont aussi bien économiques que politiques. Il ne faut pas assimiler les dépenses militaires à la course aux armements, au coût de la défense ou à la militarisation, qui n'ont pas partout les mêmes incidences sur le processus du développement.
2. L'analyse des répercussions des dépenses militaires dans les pays en développement a souffert principalement de l'absence de ventilation entre les diverses sous-régions et du manque de différenciation entre les causes et les conséquences de ces dépenses à différentes périodes. Les études les plus connues s'intéressent presque essentiellement aux périodes antérieures. Ainsi, l'étude de Benoit porte sur la période 1950-1965, celle du Massachusetts Institute of Technology (MIT) sur les années 1952 à 1970, celles de Brozka-Wulf et de Smith ne sont pas au-delà du milieu des années 70, l'analyse de Deger-Smith englobe la période 1965-1973, l'étude de Russet-Sylvan, établie pour le rapport Thorsson, est centrée sur la période 1960-1975 et le rapport de Taylor, présenté à la Commission Palme, couvre la période 1950-1960.
3. Vu les modifications importantes intervenues sur les plans international et local, il n'est pas possible d'expliquer la situation des années 80 en se fondant sur les facteurs se rapportant à des périodes antérieures. La scène internationale actuelle est beaucoup plus diversifiée que celle des décennies précédentes. D'une part, la fragmentation de la puissance dans le monde - ou multipolarisation - a élargi l'éventail des possibilités offertes aux pays en développement. D'autre part, la crise du dollar et du pétrole dans les années 1973-1974 a accentué les différences entre les diverses sous-régions. Si ces changements touchent aussi bien les économies des pays développés que celles des pays en développement, ils ont des incidences plus graves pour ces dernières, compte tenu de la faible capacité d'adaptation de certaines sous-régions par rapport à d'autres.
4. Face à une situation caractérisée par diverses limitations des ressources, les pays en développement n'ont pas tous réagi de la même manière en termes de dépenses militaires. Ainsi, après 1973-1974, les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont pu gonfler leurs budgets militaires de près de 40 p. 100 en valeur réelle. Les Etats du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui ont tiré indirectement profit du boom pétrolier ont adopté une politique plus ou moins identique. Dans certains cas, notamment en Amérique latine, l'accroissement des budgets militaires a été lié à la disponibilité de prêts internationaux, avec pour résultat l'augmentation simultanée des dépenses militaires, du produit national brut (PNB) et du taux d'investissement.
5. De tels exemples ont parfois conduit à conclure que "les faits montrent que les dépenses militaires peuvent avoir des incidences tant positives que négatives sur l'économie et qu'il faut en peser les conséquences pour déterminer de quel côté penche globalement la balance" 1/. Il est difficile de faire des généralisations

hâtives sur l'expérience des pays en développement, car dans leur cas, l'écart entre les situations économiques et politiques est beaucoup plus grand qu'il ne l'est entre les pays industrialisés.

6. On reconnaît généralement que les pays de l'OPEP se trouvent dans une situation économique particulière tout comme l'Amérique latine qui par le volume de la dette se classe dans une catégorie distincte. En outre, la situation politique varie d'une région à l'autre : le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord connaissent perpétuellement des conflits militaires; dans l'Afrique au sud du Sahara les pays se heurtent à des problèmes d'existence en tant qu'Etat-nation; et l'Asie et l'Océanie présentent des situations diverses, certaines sous-régions connaissant des conflits et d'autres étant engagées dans des processus de pacification.

7. C'est sur cette toile de fond politico-économique extrêmement diversifiée et en perpétuelle évolution que le présent document examine les incidences des dépenses militaires sur le processus du développement dans les pays en développement.

II. ASPECTS DE LA MILITARISATION DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

8. Les dépenses militaires n'expliquent pas en elles-mêmes tous les aspects de la militarisation. Celle-ci englobe en effet l'augmentation des dépenses et du personnel militaires, le renforcement des infrastructures militaires, l'accroissement des importations d'armements et la création d'une industrie militaire nationale.

9. Le processus de militarisation dans les pays en développement n'est pas homogène. L'augmentation des dépenses et du personnel militaires, l'accroissement des importations d'armes et le développement des infrastructures et des industries militaires ne suivent pas le même schéma dans toutes les sous-régions. Comme le montre le tableau I ci-dessous, la répartition par rubrique des ressources à des fins militaires n'est pas la même partout :

Tableau 1

Ampleur de la militarisation, 1973-1983

(Taux annuel moyen d'accroissement, en pourcentage)

Région	Dépenses militaires	PNB	Personnel	Importations d'armes	Exportations d'armes
Tiers monde	5,21	4,84	2,22	7,36	18,73
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,62	6,06	3,39	2,25	19,54
Afrique au sud du Sahara	5,82	1,76	6,25	7,27	-
Asie et Océanie	3,57	5,75	1,28	2,06	18,25
Amérique latine et Caraïbes	3,06	3,21	3,58	9,10	23,11
OPEP	38,39	6,36	4,00	14,19	-

Source : Voir appendice méthodologique.

10. On trouvera ci-après un bref aperçu des grandes tendances constatées pour les différents aspects de la militarisation dans les pays en développement.

A. Personnel militaire

11. Divers pays en développement ont renforcé leur personnel militaire. La militarisation des pays du tiers monde - à l'exclusion des pays nouvellement industrialisés et des pays de l'OPEP - est liée à cette politique, qui tient à plusieurs facteurs, d'ordre politique notamment, comme la nécessité d'avoir recours à la force pour assurer le maintien de l'ordre, en particulier au premier stade du processus d'édification de l'Etat-nation.

12. Les sous-régions de l'Amérique latine et du Moyen-Orient sont saturées d'institutions militaires - la première, en raison du rôle politique joué par les militaires, et la seconde, à cause de la situation conflictuelle qui y prévaut depuis longtemps. En conséquence, les taux d'accroissement y sont modérés, mais leurs institutions militaires sont dotées de tout le personnel nécessaire. Le fléchissement constaté en Amérique latine s'explique par le processus de démocratisation en cours, alors qu'au Moyen-Orient, il peut accompagner le règlement pacifique de conflits et situations conflictuelles.

13. Les augmentations de personnel en Afrique sont plus importantes du fait que les taux de départ étaient comparativement plus faibles que ceux des autres sous-régions. Cette situation s'explique également par les processus de construction et d'édification de la nation. L'irrédentisme, le revanchisme, les conflits ethniques, le sécessionnisme et l'anticolonialisme, qui constituent les principales causes de conflits dans les pays africains, ont créé suffisamment de raisons pour développer ces appareils qui pouvaient être à la base des nouveaux Etats-nations africains 2/. Compte tenu du fait que les Etats africains n'ont commencé à se développer qu'il y a une vingtaine d'années, le rapport effectifs militaires/population y a progressé plus rapidement que dans les autres régions. Par contre, en Asie et en Océanie où l'appareil militaire est en place depuis longtemps, les pays ont tendance actuellement à mettre davantage l'accent sur la production d'armes et la constitution d'arsenaux que sur les questions de personnel.

14. Les pays membres de l'OPEP connaissent une situation intermédiaire. Le rapport effectifs militaires/population n'y est pas élevé et le taux d'augmentation y est modéré. Jusque récemment, les importations d'armes y prenaient le pas sur la dotation en personnel, mais cette politique pourrait être mise en question en raison de la raréfaction des capitaux due à l'effondrement des coûts pétroliers.

B. Importations d'armes

15. La nécessité de plus en plus pressante pour les pays industrialisés d'exporter des armes vers les pays en développement a constitué, dans certains cas, un élément fondamental de leur croissance économique. Il s'agit là d'un processus dont la dynamique a reposé sur des considérations politico-militaires, auxquelles se sont ajoutées des raisons purement économiques.

16. On a constaté dans des pays en développement une intégration structurelle d'une élite internationale militaro-technocrate, inféodée aux producteurs d'armes transnationaux, situation qui favorise l'autonomisation du secteur militaire dans ces pays. Le transfert de technologies nouvelles vers les pays en développement incite ceux-ci à modifier leurs doctrines militaires, leurs dispositifs de renseignements et leur capacité opérationnelle, et a par là un effet déstabilisateur sur la sécurité locale et régionale.

17. Les importations d'armes altèrent aussi la physionomie des échanges commerciaux, freinent les importations de biens d'équipement, engendrent des problèmes financiers, sont improductives et donnent une mauvaise orientation à la structure productive du pays 3/. C'est dans les régions du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Amérique latine et des Caraïbes que les taux d'accroissement des importations d'armes sont les plus élevés, ce qui s'explique en partie par le fait qu'elles connaissent en permanence des situations conflictuelles marquées par des affrontements militaires et des tensions politiques.

C. Industries militaires

18. L'un des aspects les plus récents de la militarisation dans certains pays en développement est l'essor qu'y connaît l'industrie de l'armement et dont les principaux facteurs seraient l'intégration à l'élite internationale militaro-technocrate, le nationalisme militant, l'espoir de "retombées" technologiques ou la protection contre les mesures d'embargo. Bien que ce développement puisse tenir à diverses façons, une étude comparative récente précise que "la raison profonde est d'ordre politique" 4/.

19. Ce point de vue est toutefois controversé par ceux qui estiment que

"les variables économiques et techniques jouent un rôle appréciable dans l'expansion continue de la production, des achats et des ventes d'armes. Les facteurs politico-stratégiques, sans vouloir minimiser leur importance, ne peuvent à eux seuls expliquer ce mouvement ascendant. L'aide publique et les bénéfices des sociétés jouent également un rôle moteur dans le développement des complexes militaro-industriels 5/."

Le manque de devises a également été reconnu comme un autre facteur dynamique 6/.

20. Dans certains cas, les pays en développement se spécialisent dans la production de systèmes d'armements différents de ceux produits par les pays industrialisés et destinés surtout à équiper les forces chargées de réprimer des mouvements d'agitation interne. Dans d'autres, l'objectif est la fabrication de matériel mis au point dans les pays industrialisés.

21. On sait à présent que la course aux armements à laquelle se livrent les pays développés absorbe de 5 à 10 p. 100 des ressources énergétiques et minérales mondiales et que les ressources financières et intellectuelles consacrées à la recherche-développement militaire excèdent celles allouées à l'ensemble des activités de recherche-développement menées dans les secteurs de la santé, de

l'alimentation, de la production, de l'énergie et de la protection de l'environnement. On sait que, dans certains cas, l'importance accordée aux technologies militaires aux dépens de la recherche-développement à des fins civiles a contribué au recul de la vente de produits commerciaux sur les marchés mondiaux. Si cette politique a eu de telles conséquences pour les pays développés, on peut imaginer qu'elle en aura de bien plus graves et redoutables pour les économies des pays en développement.

22. En voulant expliquer les causes de la militarisation des pays en développement, on s'est longuement étendu sur le rôle des militaires. Ceux-ci ayant été reconnus comme l'un des principaux obstacles au développement, on a parfois proposé que "les militaires du tiers monde quittent la scène politique" 7/. Une explication fondée ainsi sur un seul facteur ne permet toutefois ni de faire un diagnostic ni de prescrire les remèdes pour les problèmes de développement des pays en développement.

23. On considère parfois que la politique de gonflement du budget militaire que préconisent les gouvernements militaires tient au caractère autocratique du régime et au pouvoir qu'il a de définir ses propres objectifs et moyens institutionnels. L'exclusion des militaires de la scène politique n'est toutefois pas de nature en elle-même à amener un recul des dépenses militaires et de la militarisation.

III. INCIDENCES DES DEPENSES MILITAIRES SUR LE PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT

24. Des analyses empiriques prolongent la controverse sur les effets positifs et négatifs des dépenses militaires pour les pays tant industrialisés qu'en développement. Selon la thèse classique de Benoit, "une part substantielle des dépenses militaires aux Etats-Unis (et dans d'autres pays industriels) sert à financer la recherche-développement. L'effet de stimulation indirect sur l'économie civile est souvent profond. Un grand nombre de personnes travaillent, souvent de façon indirecte, pour le programme de défense, dans le domaine des transports, du commerce et des services". Poussant l'argumentation encore plus loin, on a même émis l'idée que "le désarmement risquerait de provoquer un krach boursier" 8/. Le même type d'argument a été avancé pour ce qui est des pays du tiers monde, du fait que "entre 1950 et 1965, le volume moyen des dépenses militaires [exprimé en pourcentage du produit national] de 44 pays en développement a été directement, et non inversement, proportionnel à leur propre taux de croissance au cours de périodes comparables. Il y a moins d'une chance sur 1 000 que ce phénomène soit purement fortuit" 9/.

25. Ce type d'argument est réapparu chaque fois que la question s'est posée de savoir pourquoi certains pays dépensent plus que d'autres dans le secteur militaire. Bien qu'on admette l'existence de différences entre pays développés et pays en développement, on projette des effets identiques. En conséquence, on continue de soutenir que "plus une nation est riche, plus elle consacre de ressources à sa défense, corrélation qui s'applique aussi aux pays les moins avancés quoique moins nettement" 10/. Il reste que toutes ces thèses ignorent ou sous-estiment les différences entre pays développés et pays en développement en mettant les différentes sous-régions sur un même plan et en considérant leurs problèmes de développement et de croissance comme identiques.

26. Plusieurs arguments par contre ont été avancés pour montrer que les dépenses militaires ont entravé le développement des pays industrialisés. Un de ces arguments vise le rôle joué par les militaires dans les décisions politiques et celui joué par les décisions politiques dans la solution de problèmes économiques. Les effets négatifs des dépenses militaires sur les résultats économiques sont, selon cette thèse, les suivants : taux élevé de chômage, baisse des investissements, ralentissement de la croissance, inflation, obstacles à la réalisation de programmes d'amélioration de la santé et de l'enseignement, conséquences négatives sur la consommation individuelle, recul des exportations et augmentation des importations, faible accroissement du PNB et de la productivité et contraction des dépenses publiques de caractère civil.

27. Tous les rapports de l'Organisation des Nations Unies sur ce sujet ont fait ressortir les répercussions négatives des dépenses militaires sur la croissance économique, tant pour les pays développés que pour les pays en développement 11/. Le rapport Palme a souligné que l'augmentation des dépenses militaires dans les pays industrialisés avait exercé une influence négative sur l'offre d'emplois de main-d'oeuvre qualifiée dans le secteur civil, avait eu un effet inflationniste et s'était traduite par des coûts d'opportunité largement négatifs. Pour les pays en développement, l'accent était mis sur les répercussions négatives dans le domaine de la santé et de l'éducation, la pénurie de devises, la réaffectation de personnel qualifié à des fins militaires, la chute du PNB et l'augmentation de la dépendance alimentaire, et des doutes étaient émis sur les conséquences positives que ces dépenses pourraient avoir sur l'emploi et la demande globale 12/.

28. Ces dernières années, un nouveau groupe de chercheurs a mis en question l'existence de preuves tangibles des effets socio-économiques négatifs des dépenses militaires. S'appuyant sur la constatation que les dépenses militaires ont eu, au cours des dix dernières années, une incidence positive sur un type déterminé de croissance, ils font valoir que "les dépenses militaires peuvent créer des problèmes économiques, mais ne sont pas la cause première de nos difficultés économiques et leurs incidences ne sont pas aussi négatives qu'il semblerait selon cette thèse... Les dépenses militaires concourent à un certain type de développement économique" 13/.

29. Comme on l'a déjà exposé dans le présent document, les dépenses militaires et leur affectation à la production militaro-industrielle peuvent être à l'origine d'un certain type de développement socio-économique dans lequel la militarisation servirait de force motrice dans les pays industrialisés, ainsi que dans certains pays en développement.

30. Néanmoins, l'incidence des dépenses militaires sur la croissance des pays en développement est différente de ce qu'elle est dans les pays développés, pour des raisons évidentes. Plus que sur la croissance, les dépenses militaires dans les pays en développement ont un impact négatif sur les conditions sociales. Il est important de souligner la différence entre croissance et développement dans les régions en développement. La croissance en termes d'accroissement du PNB ne doit pas être confondue avec le développement envisagé comme l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la population. Dans les pays en développement, qui se

caractérisent toujours par une répartition régressive des revenus et la concentration et la centralisation des fruits de la croissance entre un petit nombre de privilégiés, croissance et développement ne vont pas de pair. Même à l'échelon international, la croissance économique est concentrée et centralisée dans les pays industrialisés.

31. Dans les pays développés, la croissance a déjà créé un "matelas" stable de prospérité. Dans les pays en développement, en revanche, le jeu entre le niveau de vie et l'effort de guerre est un jeu "à somme nulle". Dans les pays industrialisés une modification quelconque du rapport entre ces deux éléments n'aurait pas une incidence considérable sur la prospérité. Une baisse de la production n'entraînerait aucune détérioration marquée du niveau de vie de la population. En revanche, du fait des conditions d'existence précaire de nombreux habitants des pays en développement, la situation y est radicalement différente. Pour eux, toute augmentation de l'effort de guerre créerait une situation de crise sur le plan social. Si l'on considère que les pays en développement allouent trois fois plus de ressources budgétaires au secteur militaire qu'à celui de la santé, et que le budget des forces armées est supérieur d'un tiers à celui de l'enseignement, ce lien semble évident (voir tableau 2 ci-dessous).

Tableau 2
Dépenses publiques par habitant
1982
(En dollars des Etats-Unis)

Régions	Secteur militaire	Santé	Enseignement
Développées	487	445	495
En développement	43	14	32

Source : Ruth L. Sivard, World Military and Social Expenditures. (World Priorities, Washington, D.C., 1985).

32. Ce sont là quelques-unes des raisons qui expliquent que certains analystes concluent à une incompatibilité entre paix et prospérité. En supposant que tout modèle pacifique de développement doive être autosuffisant et protégé des influences négatives insidieuses d'innovations technologiques non maîtrisées, ces modèles ne permettraient pas pour autant de parvenir à la prospérité en raison de "l'existence d'une incompatibilité entre la dimension matérielle du développement (qui appelle l'industrialisation) et le modèle de développement axé sur la paix (pour lequel l'industrialisation représente une menace)" 14.

33. Ce scepticisme quant à la possibilité de parvenir à un équilibre entre modernisation, prospérité et paix est un des principaux résultats de la longue controverse opposant les partisans des dépenses militaires, qui soulignent leurs retombées possibles pour la croissance, comme dans le cas des pays industrialisés, et leurs adversaires qui, comparant les données controversées relatives à cette relation, s'efforcent d'imaginer d'autres moyens de favoriser un régime économique et social orienté vers la paix.

34. Il ressort des grandes études d'analystes et experts qu'à long terme, les conséquences socio-économiques générales de dépenses militaires importantes dans les pays en développement pèsent plus lourd que les retombées économiques à court terme dans le secteur civil 11/. Mais certains analystes mentionnent également que, dans certains cas, les dépenses militaires n'ont pas d'incidences néfastes sur le niveau de vie de la population 15/.

35. Pour examiner la relation entre militarisation et développement dans cinq grandes sous-régions en développement, le présent document envisage quatre composantes majeures de la militarisation, à savoir les dépenses militaires, le personnel militaire, les importations d'armements et les industries militaires. L'analyse, couvrant la période comprise entre 1973 et 1983 et effectuée par sous-région, ne donne pas de résultats concluants sur l'incidence de l'accroissement des dépenses militaires sur les taux de croissance économique. Les données empiriques concernant 96 pays du tiers monde, répartis en cinq sous-régions, révèlent de nettes différences (voir tableaux 3, 4 et 5 ci-dessous).

/...

Tableau 3

Coefficients de corrélation entre l'accroissement des
dépenses militaires et l'accroissement du PNB

1975-1983

Année	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique	Asie et Océanie	Amérique latine et Caraïbes	OPEP
1975	0,81	(0,01)	(0,42)	(0,40)	(0,45)
1976	0,81	0,99	(0,14)	(0,26)	0,60
1977	0,78	0,99	0,99	(0,07)	0,86
1978	0,68	0,99	0,98	(-0,06)	0,55
1979	0,78	0,99	0,96	(-0,17)	(0,52)
1980	(0,36)	0,99	0,96	(-0,14)	0,57
1981	0,61	0,99	0,97	(-0,28)	(0,49)
1982	0,65	0,99	0,97	(-0,24)	(0,44)
1983	(0,55)	0,99	0,94	(-0,02)	(0,50)

Source : Voir appendice méthodologique.

Tableau 4

Coefficients de corrélation entre l'accroissement du
personnel militaire et l'accroissement du PNB

1975-1983

Année	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique	Asie et Océanie	Amérique latine et Caraïbes	OPEP
1975	(0,40)	(0,01)	(0,29)	(0,21)	(0,53)
1976	(0,22)	(0,01)	(0,05)	(0,16)	0,74
1977	0,64	0,94	0,92	(0,33)	0,59
1978	(0,16)	0,94	0,90	(0,23)	(0,09)
1979	(0,13)	0,94	0,86	(-0,01)	(0,06)
1980	(0,42)	0,96	0,91	(-0,09)	(0,03)
1981	(0,13)	0,97	0,87	(-0,06)	(0,10)
1982	(0,07)	0,90	0,85	(-0,18)	(-0,01)
1983	(0,02)	0,93	0,85	(-0,19)	(-0,04)

Source : Voir appendice méthodologique.

Tableau 5

Coefficients de corrélation entre l'accroissement des importations d'armements et l'accroissement du PNB

1975-1983

Année	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique	Asie et Océanie	Amérique latine et Caraïbes	OPEP
1975	(-0,12)	(-0,13)	(-0,10)	(0,07)	0,58
1976	0,15	(-0,13)	(-0,14)	(0,18)	(-0,06)
1977	(-0,13)	0,88	0,99	(0,12)	(0,35)
1978	(-0,11)	0,80	0,99	(-0,12)	(0,39)
1979	(0,09)	0,88	0,98	(0,08)	(0,14)
1980	(-0,18)	0,92	0,99	(-0,01)	(0,42)
1981	(-0,14)	0,97	0,99	(-0,20)	0,59
1982	(-0,15)	0,96	0,98	(-0,03)	(0,53)
1983	(-0,14)	0,99	(0,22)	(0,21)	(0,35)

Source : Voir appendice méthodologique.

36. L'accroissement des dépenses militaires dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est positivement lié à celui du PNB un an après. Tous les coefficients de corrélation sont élevés, sauf pour deux années - 1980 et 1983. Cependant, les coefficients de corrélation indiquant l'incidence sur le PNB deux ans plus tard réduisent la déviation de la norme à 1981. Le rapport entre les deux variables est plus élevé en Afrique, sauf pour 1975. La même observation vaut pour l'Asie et l'Océanie, mais les deux premières années considérées n'indiquent aucune association significative. Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le rapport n'est pas marqué, mais à partir de 1975, il passe de valeurs positives à des valeurs négatives. Enfin, on ne décèle pour les pays de l'OPEP aucun schéma net.

37. Il est possible de tirer quelques conclusions limitées de ces chiffres. Dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que dans ceux de l'Afrique sub-saharienne, les situations conflictuelles pour les premiers et le processus d'édification d'Etats-nations pour les derniers peuvent expliquer la simultanéité de l'accroissement des dépenses militaire et du PNB. Dans la région latino-américaine, bien que le rapport ne soit pas significatif en raison de la faiblesse de l'échantillon, on constate un passage - à partir de la fin des années 70 - de valeurs positives à des valeurs négatives. Enfin, pour les pays de l'OPEP, si on n'observe aucun schéma particulièrement net, il existe une relation positive entre les deux variables.

38. L'abondance relative des ressources pendant cette période pourrait fournir une explication à ces chiffres. Les recherches sur les effets de l'accroissement du PNB sur les dépenses militaires ont fait ressortir que l'accès aux ressources financières a permis à certains pays en développement d'accroître leur budget militaire. L'opulence des pays de l'OPEP et l'endettement d'autres pays du tiers monde pourraient caractériser les années 1973 à 1983 comme une période de militarisation généralisée, avec des différences de degré entre les sous-régions.

39. En bref, la simple corrélation entre dépenses militaires et PNB montre que l'accroissement des charges militaires en général n'a pas eu d'incidences négatives sur le PNB un ou deux ans plus tard. L'exception est constituée par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes où le rapport entre l'amortissement de la dette et les exportations était le plus défavorable de tous les pays en développement, ce qui a provoqué une crise après 1980 lorsque la relation entre dépenses militaires et PNB a commencé à s'inverser.

IV. DESARMEMENT ET DEVELOPPEMENT : OBSERVATIONS FINALES

40. En identifiant certains des principaux aspects de la militarisation, l'accent a été mis dans la présente étude sur la nécessité d'adopter des mesures de désarmement dans les pays en développement en fonction de l'importance de leur position dans les diverses parties du tiers monde.

41. On peut raisonnablement affirmer que la course aux armements et le développement sont en concurrence. La course aux armements et le sous-développement ne forment que deux aspects d'un seul problème. Il faut les résoudre ensemble, sous peine de ne les voir jamais résolus 16/. Cependant, cette relation a été mise

en question. On a affirmé que "le désarmement seul peut difficilement conduire à la solution de tous les problèmes du développement social et économique", bien qu'il aiderait sans aucun doute à les résoudre 17/. Selon d'autres, "une partie seulement de la population tire un avantage quelconque du transfert des ressources militaires à des fins civiles et de graves inégalités sociales subsistent de pair avec les problèmes sociaux et humains fondamentaux plus irréductibles" 18/.

42. La démilitarisation ou la diminution des charges militaires libèrerait sans doute des ressources complémentaires, mais la réaffectation de celles-ci aux fins du développement socio-économique exigerait des décisions politiques visant à concilier les objectifs de la croissance économique avec ceux d'une redistribution au profit des éléments les plus défavorisés de la société.

43. Comme il n'est pas possible de prévoir avec certitude comment seront réaffectées les ressources libérées par le désarmement, il importe de souligner que ces économies peuvent servir à renforcer les structures économiques des pays en développement actuellement en place dans les secteurs qui constituent la dimension sociale du développement, c'est-à-dire l'éducation et la santé. L'un des objectifs du désarmement est de détourner une partie des ressources consacrées au secteur militaire. Il appartient ensuite aux autorités de les affecter utilement au développement économique et social.

44. Aux contraintes qui lient désarmement et développement dans un cadre national s'ajoutent des restrictions d'ordre international. Comme il est signalé dans le rapport du Secrétaire général sur l'étude des rapports entre le désarmement et le développement le désarmement mondial est nécessaire au développement mondial, mais, réciproquement, le développement mondial est une condition préalable du désarmement mondial. Ce n'est que lorsque nous serons parvenus à instaurer dans le monde des conditions de justice et d'équilibre économique raisonnables que nous pourrons envisager un désarmement durable 19/. Sans aucun doute, cette condition préalable rend beaucoup plus difficiles les tâches que représentent le désarmement ou le développement dans les pays en développement, en raison de la récession, de l'instabilité des prix et de la difficulté d'accroître l'aide aux pays en développement qui caractérisent la situation économique internationale actuelle.

45. On a également reconnu d'autres problèmes touchant la relation entre désarmement et développement, par exemple la difficulté de restructurer la demande, les effets résultant de la libération des ressources, la nécessité de modifier les techniques de production et la création d'emplois dans le secteur civil.

46. D'un point de vue réaliste, on peut dire que les effets négatifs de la militarisation ne prendront pas immédiatement fin avec le désarmement dans les pays en développement. Même là où des aménagements structurels s'avèrent indispensables, il convient de considérer le désarmement comme une tâche distincte, dont la réalisation n'entraînera pas par elle-même tous les autres aménagements structurels importants, mais plus amples et beaucoup plus difficiles à réaliser 20/.

47. En attendant, pendant que le processus de désarmement traverse ses diverses phases, il faut identifier les mesures sans lesquelles aucun projet de transformation mondiale n'est réalisable, et ensuite déterminer "comment passer

d'une économie structurée autour de la production d'armements à une autre organisée sur la base des principes du marché" 21/. Quel que soit le type de société que souhaitent se donner les pays en développement, il leur faut l'assurance de vivre dans un monde affranchi de la course aux armements.

48. Selon les évaluations faites dans le cadre d'une étude sous-régionale, le montant des économies qui pourraient raisonnablement être réalisées sur les dépenses militaires en l'espace de 20 ans représente un volume de ressources équivalant au PNB annuel de l'ensemble de l'Amérique du Sud 22/. Il conviendrait de procéder à une projection identique pour les autres sous-régions du monde. En montrant les effets réels du désarmement sur la croissance et le développement, on pourrait encourager de manière décisive les pays en développement à limiter leurs dépenses militaires.

49. Si l'on considère que les pays en développement connaîtront vraisemblablement une période de récession jusqu'à la fin de la présente décennie, il importe de souligner la nécessité de réduire les dépenses militaires afin de surmonter la crise. Comme celle-ci touche également les pays de l'OPEP et d'autres Etats du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, il devrait être possible de brancher sur les négociations économiques des initiatives en matière de désarmement.

50. Tout en cherchant à donner mieux conscience des résultats positifs d'une diminution des dépenses militaires, il faut aussi s'attacher à écarter les réserves touchant un effet probable des mesures de désarmement, c'est-à-dire le reclassement du personnel militaire. Les réductions d'effectifs conduisent à poser le problème de l'absorption des militaires démobilisés. Comme on l'a dit, "leur réaffectation à des fins civiles à la suite d'un processus de 'désarmement véritable' serait matériellement, techniquement et économiquement une entreprise de longue haleine" 23/. Il est cependant aussi possible de mettre en oeuvre d'autres mesures convergentes. Bien que l'accomplissement par des militaires de fonctions civiles ait pu renforcer l'autonomie de l'appareil militaire, les pays qui comptent un nombre élevé de militaires par rapport à leur population pourraient réaffecter ce personnel à des postes civils du secteur public en charge du développement. Certains pays ont déjà acquis une expérience en matière de formation aux techniques civiles. Des mesures d'assistance de cette nature pourraient se révéler utiles dans certaines sous-régions.

51. Il ne serait pas réaliste de demander une autre stratégie du développement fondée sur des techniques à grande intensité de travail et sur l'autonomie nationale sans prévoir également des solutions de rechange dans le secteur militaire. Il faut voir dans le désarmement une précondition structurelle à la transformation du mode actuel de transfert de technologie en faveur d'une orientation vers le développement 24/.

52. Comme on l'a dit plus haut, les importations d'armes des pays en développement n'ont pas nécessairement impliqué une réduction du personnel militaire : dans certains cas, les importations d'armements et le personnel militaire se sont accrus parallèlement. La réduction du transfert d'armements dans certaines sous-régions qui accompagne la crise économique actuelle pourrait être une raison supplémentaire d'examiner les conséquences de ces transferts.

53. Une autre série de mesures pourrait viser les industries militaires. Le succès des pays en développement à cet égard constitue un exemple de leurs capacités de gestion et d'investissement au service de secteurs modernes de production. Les infrastructures industrielles créées pour satisfaire la demande d'armements pourraient servir à moderniser le secteur civil.

54. La mise au point de technologies mixtes pourrait favoriser le désarmement et le développement. L'industrie aérospatiale, par exemple, se prête facilement à des applications civiles; en revanche, la conversion d'autres secteurs, comme celui de la production de missiles, exigerait peut-être une certaine réorientation. Les pays en développement pourraient encourager la production de biens à usage civil par les industries militaires en restructurant leur fonctionnement et en l'orientant vers le secteur civil. Un nouveau mode d'intégration des techniques civiles entre le Nord et le Sud pourrait réduire l'influence actuelle de l'élite militaro-technocratique, qui constitue un facteur important de militarisation.

55. Enfin, s'agissant de la relation triangulaire entre développement, désarmement et sécurité, il convient de mettre l'accent sur une approche progressive, axée sur les dimensions propres de la militarisation dans chaque sous-région du tiers monde. En insistant ainsi sur les aspects particuliers du désarmement et du développement et en privilégiant sans relâche une approche sous-régionale, on ne fait que plaider la cause du réalisme et de l'efficacité.

Notes

- 1/ Nicole Ball et Milton Leitemberg, eds., The Structure of the Defense Industry. An International Survey (New York, St. Martin Press, 1983).
- 2/ Nzongola-Ntalaja, "The national question and the crisis of instability in Africa", Alternatives, No 4, 1985.
- 3/ Signe Landgen-Backstrom, "The transfer of military technology to Third World countries", Bulletin of Peace Proposals, No 2, 1977.
- 4/ Michael Brzoska et Thomas Olson, Arms Production in the Third World (Londres, Taylor et Francis, 1986), p. 269.
- 5/ Edward Kolodziej, "Re-evaluating economic and technological variables to explain global arms production and sales" (Paris, 1982), p. 14 (ronéotypé).
- 6/ South, "The new arms bazaar", novembre 1985.
- 7/ Nicole Ball, "Dépenses militaires et développement socio-économique", Revue internationale des sciences sociales, No 1, 1983, p. 100.
- 8/ Emile Benoit, "The economic impact of disarmament in the United States", Richard A. Falk and Saul H. Mandlovitz, eds, Disarmament and Economic Development (New York, World Law Fund, 1966), p. 642 à 664.
- 9/ Emile Benoit, Defense and Economic Growth in Developing Countries (Massachusetts, Lexington Books, 1973), p. xix.
- 10/ David Whynes, The Economics of Third World Military Expenditure (Austin, University of Texas Press, 1979), p. 36.
- 11/ Conséquences économiques et sociales du désarmement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.62.IX.1); Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16); ibid. (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.IX.1); ibid. (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.IX.2); Rapports entre le désarmement et le développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.1).
- 12/ Sécurité collective : un plan de survie, rapport de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité transmis aux membres de la Commission du désarmement par une note du Secrétaire général (A/CN.10/38).
- 13/ Gordon Adams, "Economic conversion misses the point", Bulletin of the Atomic Scientists, février 1986, p. 26.
- 14/ Georg Sorensen, "Peace and development: looking for the right track", Journal of Peace Research, No 1, 1985.

15/ Y. Lakahmi, "Defense and development: an empirical study of India", Strategic Analysis, février 1986.

16/ Rapports entre le désarmement et le développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.1).

17/ Georgy Kim, "The arms race and its consequences for developing countries", Strategic Digest, février 1985.

18/ Dan Smith, "Disarmament, development and the transfer of technology", Current Research on Peace and Violence, No 1, 1980.

19/ Rapports entre le désarmement et le développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.1).

20/ Richard Jolly, "Objectives and means for linking disarmament to development", Richard Jolly, ed., Disarmament and World Development (New York, Pergamon Press, 1978), p. 105 à 112.

21/ Angel Viñas, "Desarme y desarrollo", Documentación Social, juillet-septembre 1983, p. 29.

22/ CIESUI, Gastos Militares y Desarrollo en América del Sur (Lima, Université de Lima, 1980), p. 171.

23/ Shivaji Ganguly, "Disarmament-development linkages: some basic issues", India Quarterly, janvier-mars 1984.

24/ Peter Lock, "New international economic order and armaments", Elements of World Instability: Armaments, Communication, Food, International Division of Labour (Francfort, Campus Verlag, 1981).

APPENDICE METHODOLOGIQUE

1. La relation entre les différents aspects de la militarisation et la croissance économique a été analysée sur la base des renseignements contenus dans la publication World Military Expenditures and Arms Transfers, 1985 (Washington, D. C., août 1985) de l'Organisme de contrôle des armements et du désarmement. Toutes les données utilisées dans les calculs ont été traitées avec l'aide du Programme de statistiques pour les sciences sociales.

2. Les limites des différentes sources de renseignements sur les dépenses militaires sont bien connues (Brzoska 1981, Tullberg-Millán 1983, Ball, 1984). On a néanmoins décidé d'utiliser les chiffres du Centre asiatique d'administration pour le développement (ACDA), qui permettent de comparer différents aspects de la militarisation : importations, exportations, personnels, dépenses budgétaires, etc. En outre, bien que l'ACDA ait tendance à sous-estimer les niveaux de dépenses, la courbe à long terme - dans ses parties ascendante et descendante - correspond plus ou moins à celles établies par d'autres sources internationales fiables comme l'Institut international de Stockholm de recherches pour la paix (SIPRI) et fournit davantage de renseignements.

3. Les pays du tiers monde ont été classés en cinq grandes sous-régions, comme suit :

a) Moyen-Orient et Afrique du Nord : Bahreïn, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Yémen et Yémen démocratique;

b) Afrique au sud du Sahara : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Togo, Zaïre, Zambie et Zimbabwe;

c) Asie et Océanie : Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, Chine, Fidji, Inde, Malaisie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire de Corée, Singapour, Sri Lanka et Thaïlande;

d) Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Trinité-et-Tobago et Uruguay;

e) Pays membres de l'OPEP : Algérie, Arabie saoudite, Equateur, Emirats arabes unis, Gabon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Nigéria, Qatar et Venezuela.

4. On a calculé des coefficients de corrélation simple entre l'accroissement des dépenses militaires et les accroissements du PNB, du personnel militaire et des importations d'armes. Au départ, seuls les accroissements annuels ont été retenus. On a donc calculé les incidences des dépenses militaires sur le PNB dans les deux sens, dans toutes les séries les intervalles étant d'un an et de deux ans.

5. On a effectué des calculs sur la situation dans chaque pays à différentes années, ce qui a permis d'établir un coefficient de corrélation unique par sous-région pour chaque année. A partir d'indices (base 100 en 1973) et d'un délai d'impact d'un an, on a calculé l'incidence de l'accroissement 1973-1974 sur 1975, puis d'une année sur l'autre jusqu'à l'incidence de 1982 sur 1983, avec un seuil de signification de 0,05.

6. Dans une seconde série de calculs, on a déterminé la relation entre dépenses militaires et PNB pour les cinq grandes sous-régions du tiers monde, à partir de la moyenne de tous les accroissements annuels pour les deux variables. On a pu obtenir ainsi une valeur pour chaque sous-région et chaque aspect de la militarisation. Les résultats de cette seconde série de calculs, conformes aux résultats précédents, apparaissent au tableau ci-après :

Coefficient de corrélation entre l'accroissement des dépenses militaires et l'augmentation du PNB, 1978-1983

Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique	Asie et Océanie	Amérique latine et Caraïbes	OPEP
(0,16)	(0,38)	(-0,28)	(0,06)	(0,35)

7. Pour terminer, l'auteur tient à remercier les professeurs Angle Flisfisch et Mauricio Culajovski de l'aide méthodologique et statistique précieuse qu'ils lui ont apportée, le premier par ses observations pertinentes et le second en outre par son travail de traitement des données. Les analyses, opinions et conclusions qui figurent dans le présent rapport sont toutefois celles de l'auteur.
